



**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE FRANCOPHONE EN
AFRIQUE :
DÉFIS STRUCTURELS ET NOUVELLE DONNE**

1 AVRIL 2019/ CENTRE SEVRES /PARIS

14h-18h30

PARTENAIRES :

ARGUMENTAIRE :

« L'éducation est une arme de construction massive. Sans elle, aucun développement durable n'est possible. C'est pourquoi Monaco investit autant que possible non seulement sur son propre sol mais aussi et surtout à l'international sur l'éducation des enfants, notamment des filles, afin d'enrayer les cycles de la pauvreté et de l'ignorance ». Gilles Tonelli, Conseiller-Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération

L'Afrique apparaît de plus en plus comme l'un des théâtres privilégiés où se joue, d'ores et déjà, le devenir de la planète. Les pays d'Afrique subsaharienne, depuis le début des années 2000 suscitent à nouveau espoirs et interrogations. Le continent ne cesse d'attirer de plus en plus de **multinationales** qui se développent et également diversifient leur investissement au-delà du secteur traditionnel des industries extractives.

Aujourd'hui les politiques éducatives s'inscrivent dans des espaces éducatifs mondialisés où existe une concurrence manifeste. Depuis les accords de Marrakech de 1994, l'éducation est répertoriée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), comme un service susceptible d'être libéralisé. Le marché mondial de l'enseignement supérieur en Afrique est aujourd'hui mis au défi de mutations profondes ; celles liées à la 4^{ème} révolution industrielle, ordonnée autour de la révolution NTIC et désormais de l'Intelligence artificielle.

Les structures éducatives font face aujourd'hui, en Afrique francophone sans doute plus qu'ailleurs, à une multitude de pressions indissociables de la réalité selon laquelle nous vivons dans des sociétés gouvernées par l'économie de la connaissance et le développement du capital humain. De plus, son capital humain n'est ni orienté ni adapté de façon optimale au marché du travail, du fait, notamment, de l'obsolescence des structures d'enseignement.

Les pays d'Afrique subsaharienne se caractérisent par un nombre croissant de diplômés de l'enseignement supérieur qui, faute d'avoir acquis les compétences professionnelles requises par les entreprises et faute d'une offre suffisante d'emplois qualifiés dans le secteur formel, ne parviennent pas à trouver un emploi correspondant à leur niveau de qualification. La construction d'une meilleure interface entre le monde académique et celui des entreprises est donc aujourd'hui un des enjeux-clefs du développement du continent : de nombreuses entreprises font du manque de compétences disponibles localement un frein au développement de leurs activités et la jeunesse africaine, qui accède encore de manière très minoritaire à l'emploi formel, fait entendre de plus en plus fortement son besoin d'une meilleure insertion professionnelle.

Les croissances économique et démographique du continent africain dessinent un mouvement durable d'entrée dans le jeu global. D'ici 2050, la population de l'Afrique pourrait doubler, atteignant ainsi 2,4 milliards de personnes. La pression démographique en Afrique

subsaharienne cause une double problématique à laquelle doit faire face cette région : celle de l'enseignement de qualité et celle d'une **offre d'emplois** suffisante et digne pour les jeunes.

L'Afrique, acteur incontournable des nouveaux équilibres mondiaux, marqués par le rôle croissant des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) se trouve confrontée davantage à de nouveaux défis géopolitiques, économiques et sociaux. La mobilité intra-continentale est croissante, principalement vers l'Afrique du Sud, le Ghana, le Maroc et la Tunisie, et dans une moindre mesure la Turquie, la Chine et l'Arabie Saoudite.

La vivacité des débats, la complexité des enjeux, l'ampleur des perspectives assignées à l'Université africaine donnent lieu à toutes sortes de malentendus. Comment aider le continent à tirer parti de l'impressionnante croissance de sa population attendue au cours des prochaines décennies ? Comment accompagner de façon vertueuse, cette formidable poussée démographique africaine pour amoindrir au maximum les troubles politiques ou économiques dont elle porte les germes ? Comment l'Afrique peut-elle parvenir à créer un écosystème numérique régional ? Est-il possible de financer autrement l'enseignement supérieur et quelles sont les sources de financement de l'enseignement possible ? En s'intéressant aux différentes expériences internationales de financement des systèmes d'enseignement supérieur et en décentrant le regard porté sur ce phénomène, ce colloque propose d'analyser les réponses apportées par les États africains et les organisations internationales.

faiblesse des infrastructures et de la limite des marchés, n'en a pas moins suscité développement pour les pays en développement. Selon la Banque Mondiale, les technologies numériques aident les entreprises à devenir plus productives ; les populations à trouver des emplois et élargir leurs possibilités, et les pouvoirs publics à fournir des services de meilleure qualité à tous. Dans les pays en développement, où l'investissement dans des infrastructures numériques apparaît aussi indispensable que celui consacré aux infrastructures électriques ou de transport, sa capacité de disruption apparaît comme l'opportunité d'entrer sans retard dans la troisième révolution industrielle, même s'il existe un risque de fracture sociale liée au degré d'appropriation de la technologie. Pour l'Agenda 2030 « L'expansion des TIC et de l'interdépendance mondiale des activités ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'humanité, de réduire la fracture numérique et de donner naissance à des sociétés du savoir ».

L'approche « partenariale » s'est notamment imposée, partout dans le monde comme à l'étranger, comme le référentiel de nombreuses politiques publiques qui visent à « décroisonner » l'action publique en favorisant le rapprochement entre des entités habituellement enclines à s'ignorer, voire à s'opposer. Le colloque réunira une diversité d'acteurs, praticiens et chercheurs du Nord et du Sud pour échanger sur les transformations des universités induits par le numérique et sur les modèles économiques et de gouvernance associés. L'objectif est d'identifier des modalités concrètes de renforcement de capacités des universités et de nouvelles pistes de partenariat, afin de faire du numérique un levier au service de la gouvernance universitaire. Ce colloque que nous voulons multidimensionnelle et collaboratif sera également l'occasion de s'interroger sur manière dont les politiques nationales sont influencées par les politiques et les normes internationales.

ROGRAMME

Allocutions d'ouverture :

14H-15H30 TABLE RONDE1 : REPENSER L'EDUCATION EN AFRIQUE : UNE EXIGENCE POUR L'AVENIR

Modérateur : Catherine MAIA professeure de droit à l'Université de Porto.
Visiting professor à Sciences Po et à l'Université catholique de Lille

- ❖ « Le développement du capital humain en Afrique », Georges Haddad, Président de l'université Paris 1 Panthéon
- ❖
- ❖ « *L'enseignement universitaires à l'ère du « partenariat : regards prospectifs »* » **Marie-Albane de Suremain, Vice-présidente du Conseil d'administration de l'UPEC**
- ❖ « *Fonds d'impact dédié à l'éducation en Afrique* » **Emilie Debled , Directrice des Relations Extérieures et du Développement chez Investisseurs & Partenaires.**

16h-17h30 : TABLE RONDE 2: RENFORCER LA CAPACITE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AFRICAINS

Modérateur: Jean-Baptiste HARELIMANA, Avocat au Barreau de Nanterre, Président de l'Académie africaine de la pratique du droit international.

- ❖ « *Université et innovation numérique* », Gwenael Prié, Chef de projet Numérique au sein de la direction des Opérations de l'AFD(tbc).
- ❖ « *L'enseignement du droit en Afrique : de la théorie à la pratique* » » M. Blaise TCHIKAYA, Juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.
- ❖ « *La recherche, fer de lance de l'Université africaine* » Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, Professeur à l'Ecole de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Professeur associé à l'Université de Bangui.
- ❖ « Réinventer le développement grâce au numérique en Afrique », Ammin Youssouf, fondateur et CEO d'Afrobytes.
- ❖ Conclusion